

Renseignement et commandement

Autor(en): **Bauer, Eddy**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **98 (1953)**

Heft 5

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342526>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Renseignement et commandement

Ni lu ni compris ?
Aux meilleurs esprits
Que d'erreurs promises !
PAUL VALÉRY : *Le Sylphe*

« Si l'ost sçavoit ce que fait l'ost, souvent l'ost defferoit l'ost. » On a souvent attribué cette célèbre maxime à Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, maréchal-général des armées du Roi. En fait, le grand homme de guerre l'avait trouvée dans les *Commentaires* de Blaise de Monluc, qui constituaient l'évangile des capitaines du XVII^e siècle, mais Monluc ne se donne pas pour l'auteur de cette pittoresque formule. C'était, nous dit-il, un « vieux proverbe »¹, dont il reconnut la vérité dans la soirée du 14 avril 1544, à l'occasion de la bataille de Cérisoles où le comte d'Enghien écrasa les forces hispano-savoyardes commandées par le Marquis del Vasto.

Voici quelques semaines, le colonel B.E.M. Emile Velghe, professeur à l'Ecole de guerre de Bruxelles, traitant de l'uni-

¹ Blaise de MONLUC : *Commentaires* ; édition de la Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. — Paris, Picard, 1911, t. 1^{er}, p. 283. Il nous donne une autre version de ce proverbe à propos de l'escarmouche de Sant'Abbondio (14.7.1554), *ibid.* t. II, p. 26 : « Si l'ost sçavoit de l'ost, mal iroit de l'ost ».

Monluc ayant rédigé ses *Commentaires* entre 1571 et 1577, il est encore possible qu'il ait emprunté cette formule aux *Mémoires* de Martin et Guillaume DU BELLAY qui parurent en 1569. Nous y trouvons, en effet, à propos d'un combat qui opposa les Français et les Impériaux, dans la région de Thérrouanne, au mois de mai 1523 : « mais on dit en commun proverbe que si l'host sçavoit ce que faict l'host, l'host defferoit l'host ». (*Op. cit.* ; édition de la Société de l'histoire de France, Paris, Renouard, 1908, t. I^{er}, p. 253.)

host ou *ost*, du latin *hostem*, a dans le français de moyen âge le sens d'armée. A l'époque de Turenne, le mot est vieilli, et La Fontaine ne s'en sert plus dans ses fables que pour obtenir un effet comique.

fication des principes de l'art militaire, mettait en tête de liste ce qu'il définit comme la « proportionnalité entre le but et les moyens », soit à l'échelon du gouvernement soit à celui du commandement. Nul, bien entendu, ne s'inscrira en faux contre le principe ainsi énoncé, ni contre la place éminente que l'auteur belge lui donne dans son classement, avant celui de la « liberté d'action » et celui du « rendement maximum » ou économie des forces. Mais s'il en est ainsi, force sera bien de l'approuver également dans la priorité qu'il donne au renseignement en tant que moyen pratique de satisfaire à ce principe primordial. La logique, donc, ordonne de l'approuver quand il écrit comme il le fait : « il faut accorder au renseignement toute l'importance qu'il mérite, aussi bien dans sa recherche que dans sa transmission. Ce devoir est si impérieux qu'il peut être érigé en règle ; nous l'appellerons : nécessité du renseignement. »²

Depuis qu'il est des hommes, qu'ils se battent et qu'ils méditent sur l'art de la guerre, tous les auteurs ont souligné l'importance du renseignement et du Service chargé de le recueillir et surtout de l'interpréter pour en présenter la synthèse au commandement. Le S.R., en effet, n'est pas un dépôt d'archives destiné à fournir sa documentation sur nos troupes et sur l'ennemi aux historiens de l'après-guerre ; c'est un moyen de combat au même titre qu'un régiment d'infanterie, un bataillon blindé, un groupe d'artillerie, une escadrille de chasseurs-bombardiers, auxquels il s'efforce de fournir des bases solides en vue de leurs interventions. En campagne, son activité est du même ordre que celle de l'exploration et peut, seule, la rendre profitable. A l'échelon supérieur qui est celui de la Défense nationale, il ne connaît ni paix, ni guerre, ni trêve. Sa devise, c'est, en y mettant toute la discrétion désirable, celle de Frédéric le Grand : « toujours en vedette. »

² Lt.-col. E. VELGHE : *L'unification des principes de l'art militaire*, dans *l'Armée et la Nation*, 7^e année, n° 11, novembre 1952, pp. 3-11, et particulièrement p. 4.

Et pourtant, au témoignage de Monluc, l'« ost » du comte d'Enghien ignorait ce que faisait l'« ost » du marquis del Vasto, et, plus d'un siècle plus tard, le grand Turenne confessait la même incertitude. C'est un fait indéniable que la plupart des chefs de guerre se sont plaints de l'inconsistance des renseignements qui leur parvenaient sur le compte de l'ennemi. Les plus résolus ont pris le parti de s'en passer : « on s'engage et on voit » disait Napoléon ; quant au maréchal Foch, il grommelait un jour sur un ton de boutade : « les renseignements ? Ils sont toujours faux ! »

Tous les règlements militaires que nous connaissons proclament en conséquence que le chef ne doit pas attendre pour prendre sa décision que lui soit présentée une synthèse complète sur la position, l'ordre de bataille et les intentions de l'ennemi, et, dans l'appréciation de la situation qui motive toute décision, les renseignements sur l'adversaire ne viennent qu'en dernier lieu, après la mission reçue, l'état et le stationnement de nos forces et la nature du terrain. Nous ne contredirons pas ces dispositions réglementaires ; elles s'imposent jusqu'à l'évidence. Nous aimerions seulement leur apporter un certain nombre de nuances, en nous basant sur quelques exemples tirés des opérations de la dernière guerre.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'appréciation de la situation, il est clair que les points 2 et 3 (nos troupes et le terrain) postulent l'existence, à tous les échelons de commandement, d'un S.R. fonctionnant en permanence avec précision, célérité et discrétion. Aucune décision n'est possible au chef, si son officier de renseignements se trouve incapable de lui fournir à toutes les heures du jour et de la nuit, des indications exactes sur l'emplacement, l'état et le moral de ses troupes. S'agissant du terrain, il arrivera souvent que l'examen approfondi de la carte suffise à fournir les éléments qui motiveront telle ou telle décision tactique. Il n'en reste pas moins vrai que l'utilisation des voies de communication variera en fonction de la météorologie, de nos propres destruc-

tions et de l'action adverse. Il faudra donc que le chef soit renseigné en temps utile sur les obstacles ou les facilités que rencontrera sa manœuvre au cours de son développement : ponts sautés, rues effondrées, gués découverts par la sécheresse ou rivières en crue, brouillard, verglas, danger d'avalanche, etc.

D'autre part, les principes réglementaires que nous énonçons tout à l'heure recevront des applications assez différentes selon l'échelon de commandement et selon le comportement tactique qui est prescrit à la troupe. A l'échelon du bataillon ou du régiment, la mission impartie à leur chef est précise, impérative, d'exécution immédiate ; elle a le caractère d'un ordre dont l'application se bornera à quelques heures, au plus à quelques journées. Plus on monte dans la hiérarchie, plus elle prendra la forme d'une instruction ou d'une directive se cantonnant dans des généralités. Celle qu'on adresse au commandant d'un théâtre d'opérations lui indiquera si on attend de lui une attitude offensive ou défensive ; elle lui précisera à cet effet les moyens sur lesquels il est autorisé à mettre la main et ceux qu'on lui destine dans tel ou tel délai, ainsi que les limites de son secteur ; elle règle enfin les rapports de coordination entre les forces terrestres, navales et aériennes mises à sa disposition. Si l'on nous permet cette familiarité, c'est un document ordinairement assez incolore et qui pourrait être revêtu de la signature des fameux stratèges du Café du Commerce. Le travail technique d'Etat-major général, le *planning*, comme disent les Anglo-Saxons, s'exécute ailleurs.

Les choses étant telles à la guerre, on comprend qu'au P.C. du major ou du colonel, la mission reçue de l'autorité supérieure doit l'emporter sur les renseignements obtenus ou attendus sur l'ennemi. Au reste, le contact et l'observation les fourniront à un degré suffisant au commandant de corps de troupe ; que si, par aventure, l'ordre d'en haut méconnaissait du tout au tout les réalités de la ligne de feu, il lui serait possible, sans perte de temps intolérable, de

remettre toutes choses au point auprès de son chef. Allons même un peu plus loin : les renseignements qu'il recueillera sur l'ordre de bataille et l'armement adverses présenteront généralement plus d'intérêt pour le commandement supérieur que pour le sien propre. Ce n'est pas à ce niveau, en effet, que se discerneront sans équivoque les préparatifs et l'idée de manœuvre de l'ennemi. C'est le plus souvent au bénéfice de la Grande Unité que les S.R. de bataillon et de régiment mettent en œuvre leurs moyens d'investigation ; aussi bien conviendra-t-il parfois d'user d'un peu d'énergie pour les encourager...

A l'échelon stratégique, en revanche, il est inconcevable que le 3^e Bureau (opérations ou G 3) puisse émettre la prétention de faire des plans et de préparer leur exécution sans un contact intime et permanent avec le 2^e Bureau (renseignements ou G 2) ; ne serait-ce que pour la raison qu'il faudra des semaines ou même des mois, à la mission impartie au commandement par le gouvernement ou le comité des chefs d'Etat-major général, pour se traduire par une action positive sur le champ de bataille. L'opération « *Torch* » prit sa forme définitive fin-juillet 1942 ; son commencement d'exécution se plaça dans la nuit du 7 au 8 novembre suivant, au moment où les premières vagues de débarquement américaines prirent terre à Alger et Casablanca. C'est le 12 février 1944 que le général Eisenhower reçut la mission qui allait déclencher l'opération « *Overlord* » sur les côtes de Normandie ; il lui fallut près de quatre mois pour parachever ses préparatifs, et l'on sait que le *planning* de cette formidable entreprise était déjà très avancé.

Dans l'intervalle, la tâche du S.R. demeure essentielle. Que si l'on s'avisait entre temps de classer sans les lire et sans reviser judicieusement son *planning*, les comptes rendus provenant de cette source, on courrait le plus grand risque d'aller de la tête contre un mur. Durant les préparatifs d'une affaire de cette envergure, des indiscretions sont toujours à craindre,

et surtout, l'ennemi ne se trouvant pas entravé dans sa liberté d'action, il lui sera toujours loisible d'organiser sa parade. D'autant plus que le S.R. disposerait-il des cent yeux d'Argus, il demeurera toujours une place pour l'imprévisible. Nul, par exemple, n'aurait pu prévoir à l'Etat-major du général Eisenhower que le lieutenant-général Kraiss, commandant de la 352^e D.I. allemande, choisirait précisément la nuit du 5 au 6 juin 1944 pour procéder à un exercice d'occupation des côtes normandes lequel, à l'aube du jour J, allait porter sa Grande Unité sur la plage « Omaha ». Concluons qu'en pareil cas, la synthèse des renseignements constitue la base de l'opération.

L'attitude adoptée (offensive ou défensive) a aussi son mot à dire dans le complexe renseignements-commandement que nous nous efforçons d'élucider. Si l'on se propose d'écraser l'ennemi par une opération à intention décisive, il est raisonnable de penser que la supériorité de moyens que l'on réalisera par surprise au point sensible du dispositif adverse, réduira à peu de chose sa liberté d'action ou, plutôt encore, de réaction. A moins d'erreurs fondamentales sur ses possibilités matérielles et sur ses ressources morales, on peut admettre que, vigoureusement empoigné et décontenancé par le premier coup, ses contre-attaques seront tardives, fragmentaires et décousues.

A ce propos, l'exemple du fameux « *Fall Gelb* » qui eut raison des coalisés occidentaux dans un délai de 45 jours (10.5 - 25.6.40), nous semble particulièrement instructif. Nous possédons, en effet, l'album sur la campagne de France établi par l'O.K.H., durant l'été 1940, dans l'exemplaire offert par Adolf Hitler au *Reichsmarschall* Goering.³ Or ce précieux document ne nous représente pas seulement, à la date du 10 mai 1940, le dispositif complet des armées allemandes, mais aussi la synthèse réunie à la même date par le S.R.

³ Sur ce document, cf. notre étude : *Les belligérants à nos frontières* (10.5-25.6.40) dans *Revue militaire suisse*, 94^e année, n° 11, novembre 1949, pp. 526-528 ; l'exemplaire remis par Hitler au colonel-général Halder, chef E.M.G. de l'O.K.H., est également conservé.

de l'O.K.W. sur le dispositif adverse. Tout bien considéré, il faut admettre que, sauf pour le secteur Rhin-Moselle où l'activité des patrouilles et l'interrogatoire des prisonniers donnaient des renseignements de contact, les erreurs et les omissions sont fréquentes sur cette carte de situation. La fortune de la guerre a voulu que la 1^{re} *Panzer* ne rencontrât pas l'excellente 11^e D.I. d'active qu'on lui signalait à la charnière de Sedan, mais la pauvre 55^e de réserve type B. Plus grave encore, on constate que l'O.K.W. a ignoré purement et simplement la création de trois divisions cuirassées françaises durant l'hiver 1939-1940, et leur présence dans la région de Reims. Il n'empêche que la puissance du coup de bélier assené au dispositif adverse par 7 *Panzer*, fonçant à travers les Ardennes, compensa et au-delà ces lacunes d'information ⁴.

Mais il ne faut rien exagérer. Que fût-il advenu du « *Fall Gelb* », si, constatant la chute inopinée du Canal Albert et du fort d'Eben-Emaël, le général Gamelin était revenu à la « manœuvre Escaut » ? Ici nous ne lançons pas une hypothèse en l'air ; le général Prioux, commandant du Corps de cavalerie, fit une proposition dans ce sens, sur les premiers renseignements sûrs qui lui vinrent du front belge et le général Blanchard n'était pas loin de partager cet avis ⁵. La « manœuvre Dyle » abandonnée, les 7 *Panzer* que nous mentionnions tout à l'heure auraient obtenu à Sedan et Monthermé les mêmes succès que ceux qu'a enregistrés l'histoire, mais plus au Nord, le 15 ou le 16 mai, elles auraient trouvé la gauche de la 9^e Armée (2^e C.A.) solidement installée dans la trouée de Trélon. Dans ces conditions, tout donne à penser que la brèche aurait été

⁴ L'album situe à Esternay (Marne), le G.Q.G. du général Gamelin qui se trouvait au château de Vincennes. Si la campagne de France avait commencé par l'écrasement systématique des P.C., comme le firent plus tard les Américains, c'est 500 ou 1000 tonnes de bombes qu'on aurait gâchées en pure perte sur cette petite ville champenoise.

⁵ Général PRIOUX : *Souvenirs de guerre* ; Paris, Flammarion, 1947, pp. 63-69. Message du 11:5.40 à 1500.

aveuglée, d'autant plus que dans la « manœuvre Escaut », la 7^e Armée du général Giraud devait former la réserve du G.A. 1. Auquel cas, les erreurs du S.R. allemand auraient porté la responsabilité d'un lourd échec stratégique.

Quoi qu'il en soit de cette rêverie, ce qui est concevable dans l'offensive, ne l'est plus dans la défensive. L'initiative étant, dans ce cas, provisoirement concédée à l'adversaire, il faudra compenser cet inconvénient initial dont la portée ne saurait être sous-estimée, par un renforcement systématique de tous les moyens et de toutes les activités du S.R. Autrement, on courrait le risque de verrouiller à double tour des portes cochères que l'ennemi ne se souciera pas d'enfoncer, en laissant ouvertes des lucarnes dont la conquête lui permettra de disloquer les dispositions les plus rationnelles de la défense.

Défense égale profondeur, lit-on dans la plupart des règlements militaires. Mais, à son tour, profondeur doit égaler disponibilité et liberté d'action pour le défenseur. Dans cette situation, on ne s'assurera jamais de ces deux avantages essentiels à moins d'être clairement au fait non seulement sur le dispositif, mais encore sur les intentions de l'ennemi. Ici, nous ne craignons aucun démenti : la décision du chef ne peut pas ne pas dépendre de la synthèse des renseignements. Les Schwytzois s'étant concentrés sur leur fortification du Rotenturm, nous fussions tous morts sur le front de l'Est, dans les divisions autrichiennes qu'avait incorporées la *Wehrmacht*, si n'était parvenue aux Confédérés la fameuse flèche, portant sur un petit feuillet de parchemin : « Gardez-vous au Morgarten ! » Et le 15 novembre 1315, le bon fonctionnement du S.R. des Confédérés avait renversé le bénéfice de la surprise au détriment du duc Léopold.

* * *

Telle est, nous semble-t-il, la place qui revient aux renseignements selon le cadre et le caractère de la décision du chef.

C'est ici qu'il convient de s'élever contre l'opinion qu'on soutient à l'occasion, concernant le caractère aléatoire, pour ne pas dire illusoire, des informations recueillies et compilées par le S.R. Certes, l'histoire de la guerre est pleine de surprises désastreuses, mais on est en droit de soutenir qu'elles ne ressortissent pas toutes à des renseignements insuffisants ou erronés. Elles ont résulté le plus souvent des idées préconçues que le commandement se faisait de l'action probable de l'ennemi, et de la négligence qu'il a mise à faire vérifier ses hypothèses. Le soir de la bataille de Ligny (16.6.1815), Napoléon a admis une fois pour toutes que Blücher, durement étrillé, se repliait sur Namur ; ce fut pour le voir reparaître sur sa droite, dans l'après-midi du surlendemain ⁶. D'où la catastrophe de Waterloo...

En réalité, il est peu de grandes opérations militaires dont la préparation n'ait pas laissé apparaître une poignée d'indices révélateurs qui ont ou qui eussent permis de les contrecarrer en temps utile. Malheureusement, ces indices, parfois, se rencontrent dans les archives classées et analysées au lendemain de l'événement. A ce propos nous ne mentionnerons ici que pour mémoire les résultats obtenus par l'espionnage ; on n'en protestera pas moins contre le décri qu'a tenté de jeter sur lui le pamphlet de Jean Galtier-Boissière, intitulé la *Farce des Services secrets*. ⁷ Que certains services de ce genre aient confiné à la farce ou à l'escroquerie, nous en tomberons d'accord avec lui, mais l'on ne saurait mettre en doute que, sans l'action des réseaux clandestins, le débarquement du 6 juin 1944 eût été un saut dans l'inconnu. Pareillement, c'est à la vigilance de l'*Intelligence Service* que la Grande-Bretagne a dû de ne pas succomber sous l'assaut des armes V. ⁸

⁶ Recommandons sur ce sujet si controversé l'ouvrage, qui semble définitif, du commandant LACHOUQUE : *Le secret de Waterloo*, Paris, Amiot-Dumont, 1952.

⁷ *Le Crapouillot*, n° 15, 4^e année, Paris 1951.

⁸ Winston CHURCHILL : *Mémoires sur la Deuxième guerre mondiale*, t.v. *L'Étau se referme*, 1^{er} vol. ; La Palatine, Genève, 1951, chapitre XIII, *L'arme secrète d'Hitler*, pp. 227-241.

Mais, même sans recourir à tous les stratagèmes des romans policiers, l'activité terre à terre d'un S.R. bien organisé sera fructueuse toutes les fois qu'elle aura été menée méthodiquement et ses résultats exploités avec un juste dosage d'imagination et de sens critique. Songeons ici à la vérification permanente de l'ordre de bataille adverse. Dans une armée, toutes les unités ne sont pas interchangeables. Au bout de quelques mois de campagne, il y a certains numéros de régiments et de division qui sentent la poudre; il y en a d'autres à l'énoncé desquels on peut proposer le rétablissement des congés.

Assurément, il faut prendre garde aux tentatives de camouflage auxquelles pourrait recourir l'ennemi. Mais toutes les armées du monde subissent jusqu'à l'excès l'emprise de la tradition. Tant qu'il y aura des chars en France, le n° 501 sera attribué à un régiment blindé et, tant qu'on y rencontrera des troupes de montagne, le n° 27 ira à un bataillon de chasseurs alpins. En Grande-Bretagne, croit-on que du vivant de M. Winston Churchill les cavaliers blindés du 11^e Hussards recevront l'ordre de changer leurs pattes d'épaules? En Corée, les combattants américains de la 3^e D.I. portent sur l'épaule gauche le même insigne divisionnaire dont s'enorgueillissaient leurs aînés le jour du débarquement d'Anzio, et le cas est le même pour les permissionnaires de la 7^e Armée américaine que nous rencontrons en Suisse.

Ne raillons pas ces conséquences de l'esprit de corps. Nous procédons de même chez nous et pour des raisons qui, tout bien considéré, l'emportent peut-être sur les inconvénients. Il n'empêche que la rationalisation à laquelle a procédé, dans le numérotage des unités et corps de troupes divisionnaires et de C.A., la nouvelle organisation militaire 1952, n'échappe pas à la critique de ce point de vue particulier. Le souci de logique et de clarté qui l'a inspirée rendra évidemment beaucoup plus accessible, en cas de mobilisation, le dispositif stratégique de notre armée aux agents de la 5^e colonne et autres « tou-

ristes », mal intentionnés, au lieu que les bizarreries de l'ancien système le rendaient quasiment inaccessible au profane : un numéro noir sur le miroir rouge d'une patte d'épaule pouvant être susceptible de quatre ou cinq interprétations différentes.

Au même titre, il faut insister sur la nécessité d'un dépouillement systématique de la presse quotidienne, des hebdomadaires, des annuaires, des revues spécialisées ou non, de la bibliographie militaire et technique. Le compte rendu, par exemple, d'une prise d'armes donnera des numéros d'unités, mais elle nous fournira aussi des noms de commandants, ce qui n'est pas moins essentiel. Quand il s'agit d'un chef de rang élevé, il est bon de connaître ses antécédents, ses exploits, ses travaux. S'il a écrit sur l'intangibilité des fronts défensifs, comme le général Chauvineau, la nouvelle de son passage à notre frontière, aura une tout autre signification que s'il s'agit du général de Gaule, apôtre de l'arme cuirassée ; mais encore, pour faire cette distinction, faut-il avoir lu *L'invasion est-elle possible ?* aussi bien que *Vers l'Armée de métier*. Le séjour à Munich du colonel-général Dietl, spécialiste de la guerre de montagne, au mois de février 1943, constituait un indice très sérieux et très menaçant des intentions de l'O.K.W. à l'égard de la Suisse. Que si ses camarades Guderian et Student étaient venus l'y rejoindre, le pronostic de notre S.R. eût été encore plus sombre.

Bien entendu, les centaines et centaines de coupures que l'on recueillera de la sorte, devront former des dossiers soigneusement entretenus et mis à jour, tels qu'on les constitue dans la rédaction d'un grand journal. Leur collation régulière fera apparaître les points obscurs, les incertitudes et les lacunes de notre information. D'autres méthodes permettront d'y porter la lumière et de les combler. Ce qui est vrai pour un Etat major supérieur devrait l'être aussi pour chacun de nos officiers de renseignements. On souhaiterait que chacun d'eux fût abonné à un bon journal de chez nous — et il n'en manque pas dans nos trois langues nationales — et qu'il se constituât,

semaine après semaine, son dossier personnel de coupures et de photographies. Il y trouverait l'essentiel de ce qu'il doit connaître en temps de paix.

Voilà pour le temps de paix. En période d'opérations le problème sera, tout à la fois, plus simple et plus compliqué. Plus simple, parce qu'il sera licite désormais de procéder de vive force, sans s'en tenir, en ce qui concerne l'exploration aérienne, aux limites de l'espace aérien national; plus compliqué, en raison de l'opposition de l'ennemi, des tentatives qu'il fera pour nous induire en erreur, et de l'urgence que présenteront, à l'ordinaire, la plupart des demandes de renseignements. Sans compter, dans le tumulte de la bataille, l'énervement, le malentendu et les déficiences toujours à craindre du réseau de transmissions.

En dépit de tout, il ne faut pas mettre en doute l'aptitude du S.R. à s'acquitter de sa mission; s'il a été judicieusement sélectionné, instruit et entraîné en temps de paix, s'il est intelligemment orienté et actionné par le commandement, le chef disposera ordinairement des éléments d'information qui lui permettront d'asseoir sa décision sur des bases solides. L'observation permanente du champ de bataille, les patrouilles, les coups de main, l'interrogatoire des prisonniers, le dépouillement des documents dont ils sont porteurs, l'écoute-radio finiront par permettre à l'officier de renseignements de vivre la vie de l'adversaire⁹.

Bien entendu, celui-ci, tout en dissimulant jalousement ses propres intentions, cherchera à tromper le S.R., en lui laissant surprendre de faux indices. Il n'empêche que chaque armée a ses habitudes, ses schémas, ses tics, et que, durant une période d'accalmie s'étendant à quelques semaines, la non-chalance reprendra ses droits. Un jour ou l'autre, on surprendra,

⁹ Disons à ce propos que nous n'avons jamais compris comment le 85^e C.A., allemand s'était laissé surprendre, le 14 novembre, par la 1^{re} Armée française, dans la trouée de Belfort. Dès le 10, l'activité de l'artillerie française ne laissait plus aucun doute quant à la proximité d'une offensive importante.

de l'autre côté des lignes, une étourderie lourde de conséquences. Prenons par exemple le trafic-radio. Bien entendu, l'ennemi chiffrera ses messages ou camouflera son langage. Mais son code nous demeurerait-il inconnu que l'étude systématique et patiente de ses indicatifs d'appel finira malgré tout par fournir la clé de son articulation tactique. D'autant plus qu'en pareil cas, la tentation est grande de se soulager la mémoire en mettant quelque ordonnance dans sa liste de noms de couverture. Or la logique, c'est la base du décryptement. Admettons que l'on surprenne en phonie une série d'indicatifs empruntés à la zoologie, n'est-il pas rationnel de supposer qu'*Elephant*, *Rhinocéros*, *Sanglier* et *Tapir* correspondent à des troupes blindées et que celui de ces quatre pachydermes qui appelle les trois autres sera le chef, soit le chef de bataillon, soit le commandant de division ?

(A suivre)

Major EDDY BAUER
